



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



NOUVELLES D'ESPAGNE ET DU PORTUGAL

AGRICULTURE ET PÊCHE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE MADRID

N° 22 – Mars 2021

SITUATION SANITAIRE (COVID-19)

L'Espagne sort de la situation de risque « **extrême** ». L'incidence accumulée à 14 jours continue de baisser, à moins de 200 cas/100 000 habitants. Les régions où l'incidence reste la plus forte sont toujours Madrid (autour de 300) et les villes autonomes de Ceuta et Melilla qui restent au-delà du seuil de risque extrême de 250 défini par le ministère de la Santé. La tension hospitalière diminue plus lentement et reste forte. Face aux diverses mesures de relâchement des restrictions prises dans les régions, le gouvernement appelle à la prudence. Le pays tente de coordonner, à l'échelon national, les mesures qui s'appliqueront pour les célébrations de la Semaine Sainte.

Au Portugal, les contagions chutent mais le confinement se prolonge. Après avoir atteint un pic fin janvier, le pays est entré dans une phase décroissante de la pandémie, avec une très forte baisse du nombre de nouveaux cas. Cependant, les services de réanimation demeurent sous tension et les épidémiologistes soutiennent que le confinement doit se poursuivre jusqu'à la mi-mars. L'état d'urgence a d'ores-et-déjà été renouvelé jusqu'au 16 mars. Selon un sondage de l'Association des Hôtels-Restaurants (AHRESP), la situation de la restauration reste « **dramatique** » : 51% des entreprises indiquent que leur activité est complètement arrêtée (i.e. ni ventes à emporter ni livraisons) et 36% envisagent le dépôt de bilan.

ACTUALITÉS AGRICOLES ET FORESTIÈRES

Politiques agricoles – Future PAC

Ouverture de la campagne PAC 2021 en Espagne, marquée par l'accélération de la convergence interne qui continue de susciter une vive polémique en Andalousie. Le gouvernement régional et la profession reprochent au ministre Planas un manque de transparence et pointent du doigt la brutalité du rééquilibrage engagé. Selon les organisations professionnelles andalouses, la réduction – envisagée par le ministère de l'Agriculture – de 50 régions de production à 5 ou 7 provoquera une perte de 50% des aides perçues par les 230 000 bénéficiaires andalous et la sortie de nombreux bénéficiaires. Le ministre tente d'apaiser le débat en indiquant que moins de 1% des bénéficiaires andalous (qui représentent un tiers de l'ensemble des bénéficiaires du pays) seront impactés par ces 2 années de transition. Pour rassurer les éleveurs, il a annoncé que les aides couplées aux ruminants seront maintenues. Cependant, un groupe d'experts andalous sur la PAC a demandé le retrait du décret de transition en attendant de pouvoir mener une étude d'impact du modèle de convergence envisagé par Madrid, qu'il qualifié « **d'attaque frontale du système agricole andalou** ».

Intersyndicale ibérique pour un soutien public accru en faveur de l'agriculture durable. La Confédération portugaise des agriculteurs (CNA) et la Coordination espagnole des organisations d'agriculteurs (COAG) ont défendu dans une déclaration conjointe que « la sécurité alimentaire et les systèmes alimentaires durables ne sont possibles qu'avec d'autres politiques publiques de marché et avec une répartition équitable des aides dans l'application de la nouvelle PAC ». Pour les deux organisations, les politiques publiques de régulation des marchés ne peuvent pas être remplacées par des « mesures d'autorégulation volontaires », car celles-ci sont inefficaces pour obtenir des prix équitables pour les producteurs. La CNA et la COAG ont souligné la nécessité de rééquilibrer la chaîne de valeur, en s'appuyant sur des mécanismes de régulation du marché qui mettent un terme à la situation dans laquelle les agriculteurs prennent « la plus petite partie de la valeur générée par la chaîne ». Favorables au plafonnement des aides, les deux organisations soutiennent des éco-régimes qui encouragent des modèles durables, dont les « super-intensifs » doivent être exclus. La convergence interne pour la période de transition (2021-2022) est un sujet de vive préoccupation, CNA et COAG estimant que la valeur unique à l'hectare avantagera les agriculteurs détenteurs des plus grandes surfaces.

Le Parlement des Açores demande une hausse des fonds POSEI. Une proposition du CDS-PP (centre droit), qui demande au Gouvernement régional de faire pression sur le Gouvernement national pour augmenter ces fonds, a été approuvée à l'unanimité. Par ailleurs, le groupe parlementaire du Parti Social-Démocrate (PSD) a fait part de son mécontentement auprès du ministère de l'Agriculture pour son manque d'engagement dans la négociation du POSEI. Le groupe parlementaire PSD considère que le Gouvernement n'a pas eu de position politique ferme et déterminée dans la défense de ses régions ultrapériphériques. Le PSD estime que le Gouvernement devrait négocier, dans le cadre de la PAC, l'augmentation en pourcentage du POSEI, compte tenu de l'augmentation des coûts de production et de

transport auxquels ces régions font face. En outre, la Fédération agricole des Açores continue de promouvoir des actions de sensibilisation auprès des institutions européennes afin de défendre une hausse de l'enveloppe financière du POSEI.

Loup

L'Espagne s'achemine vers une interdiction totale de la chasse au loup. En Espagne, la population de loups (estimée à 300 meutes et 2 000 à 2 500 individus) est principalement localisée dans quatre régions : la Galice, les Asturies, la Cantabrie et Castille-et-León. Jusqu'ici, la chasse de cette espèce était uniquement autorisée dans les territoires au nord du fleuve *Duero*, le « Plan loup 2017-2019 » permettant d'éliminer jusqu'à 143 loups par an. Cependant, la « Commission d'Etat pour le patrimoine naturel et la biodiversité », organe consultatif du ministère de la Transition écologique a adopté, le 4 février, l'inclusion du loup ibérique dans la liste des espèces sauvages bénéficiant d'une protection spéciale. La ministre pour la Transition écologique a décidé de ratifier cet avis dans les prochaines semaines par arrêté ministériel, ce qui se traduira par l'interdiction définitive de la chasse au loup sur tout le territoire espagnol. Alors que cette annonce a été saluée par les principales associations environnementales, elle a par contre été vivement rejetée par les organisations professionnelles agricoles du pays, ainsi que par les présidents de quatre régions où habite majoritairement cette espèce. Le ministre de l'Agriculture, Luis Planas, a affirmé « partager l'inquiétude des agriculteurs » et souligné « la nécessité de trouver un juste équilibre quant à la protection de cette espèce ». Le ministre souhaite une augmentation des indemnités consécutives aux attaques de troupeaux (qui ont représenté 252 000 € pour 592 incidents en 2020), et propose de mobiliser les outils de la future PAC pour soutenir les éleveurs.

Vin

En raison des restrictions qui touchent l'hôtellerie-restauration, le marché espagnol des vins AOP-IGP est toujours en panne, et les disponibilités nationales de vins et moûts restent élevées (82,5 Mhl). Mais les marges de manœuvre pour financer les mesures de crise dans le secteur vitivinicole en 2021 seront limitées (seulement 6 M€ pour la récolte en vert cette année).

Porc

Le haut de gamme (*Ibérico de Bellota*) paie lui aussi un lourd tribut aux restrictions de la restauration et à l'arrêt du tourisme. La campagne s'est terminée en Estrémadure avec des prix en chute de près de 30%.

Controverse autour du changement de signe de qualité du « jambon Serrano ». L'association des industriels espagnols des viandes (Anice) a demandé au ministère de l'Agriculture d'annuler le label STG (spécialité traditionnelle garantie) « Jamón Serrano », pour le remplacer par une IGP. Cette démarche a provoqué l'émoi des promoteurs des IGP qui estiment que le cahier des charges de la future IGP ne prévoit pas de « lien clair du produit concerné à un territoire ». Un argument repris par la province de Grenade (où sont produits deux jambons IGP, Trevélez et Serón) qui prétend que l'appellation « jamón serrano » (littéralement « jambon de montagne ») n'identifie le produit à aucun terroir spécifique, mais seulement à la montagne en général. Pour cette collectivité, une IGP Serrano risquerait de « dénaturer totalement le processus traditionnel de fabrication du produit et même déboucher sur une tromperie pour le consommateur ». De son côté, le ministère espagnol estime que l'IGP pourrait protéger le jambon Serrano d'éventuelles fraudes, grâce aux reconnaissances des IGP européennes obtenues par l'UE lors des accords commerciaux internationaux.

Le cheptel espagnol toujours en hausse. Selon la dernière enquête du MAPA, le cheptel porcin espagnol (y compris les porcs ibériques) comptait, en novembre 2020, 32,67 millions de têtes, soit 1,4 million de plus qu'en novembre 2019.

Fruits et légumes

Des députés socialistes recommandent au Gouvernement de contrôler le développement de l'avocat en Algarve. Le projet de résolution signé par les députés socialistes de l'Algarve (sud du pays) évoque la fixation de règles de durabilité environnementale, notamment pour protéger les réserves en eau de la région. Dans le document, le groupe parlementaire recommande au Gouvernement d'établir « dans un délai maximum de 90 jours, des conditions minimales de durabilité environnementale à respecter pour les nouvelles exploitations ». Pour les députés, ces conditions incluent la disponibilité de l'eau, sous avis préalable de l'autorité compétente et « l'obligation de faire l'objet d'une communication préalable, qui peut être revue tous les deux ans en fonction des quantités d'eau dans la région de l'Algarve ».

Huile d'olive

La conjoncture favorable se maintient. La tendance haussière des prix aux producteurs enregistrée depuis un mois se poursuit cette semaine (+125 € pour l'huile vierge, cotée entre 2 200 et 2 400 € la tonne), sous l'effet des volumes orientés à la baisse pour la campagne en cours.

Pour faire face aux crises, l'autorégulation de l'huile d'olive officiellement approuvée en Espagne. Le Conseil des ministres a approuvé l'arrêté royal pris en application de l'article 167bis de l'OCM, fixant les conditions et le contenu d'une norme de commercialisation pour la filière huile d'olive. Cette mesure répond à la demande des professionnels du secteur oléicole, dont la production est caractérisée par de fortes variations de rendements d'une campagne à l'autre et une volatilité des prix récurrente. Ainsi, en cas de risque de déséquilibre du marché, le ministère, après consultation des Communautés autonomes et des organisations professionnelles, pourra décider de retirer un certain volume du marché, de manière provisoire mais obligatoire pour tous les opérateurs de la filière, et réorienter ce volume vers des débouchés le cas échéant non alimentaires.

Après accord avec les distributeurs espagnols, Nutriscore ne s'appliquera pas à l'huile d'olive. C'est ce qu'a annoncé le ministre de la Consommation, Alberto Garzón, au grand soulagement de l'interprofession espagnole des huiles d'olive, qui reprochent au système Nutriscore de sous-évaluer les bienfaits pour la santé de la consommation de ce produit, unanimement reconnus par les scientifiques depuis plusieurs années.

Secteur Forêt-bois

Le liège portugais résiste à la pandémie. L'Association portugaise du liège (APCOR) a lancé une enquête auprès de ses membres pour évaluer l'impact du Covid-19 sur le secteur lors du premier confinement, dont les conclusions montrent la résilience de la filière. En effet, 96% des entreprises ont continué à travailler (68% à un rythme normal) et seulement trois ont cessé leur activité. Il a également été constaté que 85% des entreprises continuaient à travailler avec l'ensemble de leurs salariés. Environ 46% des entreprises ont répondu qu'elles n'avaient besoin de recourir à aucune mesure gouvernementale.

COMMERCE EXTÉRIEUR

L'excédent du commerce extérieur agroalimentaire espagnol établit un record en 2020. Le commerce extérieur des produits alimentaires et des boissons (et du tabac), a clôturé 2020 avec un excédent de 17,336 Md€, 33,9% de plus que l'année précédente, selon les données du service des douanes et accises. Ce bon résultat est lié à la hausse de 5,5% des exportations (51,3 Md€), contre un repli de 4,8% des importations (33,9 Md€). Au cours de l'année marquée par la pandémie de Covid-19, le secteur agroalimentaire a été le seul secteur de l'économie espagnole à avoir progressé à l'export. Les produits carnés (9,8 Md€, +16,2%) et les fruits et légumes (19,5 Md€, +6%) ont été les secteurs qui ont le plus contribué à la valeur du commerce extérieur.

Les exportations agroalimentaires portugaises ont augmenté de 2,5% en 2020. Les exportations agricoles ont augmenté de 5,5%, celles d'animaux vivants de 20,9% et celles de viandes, abats et comestibles de 15,7%. Celles des plantes et produits de floriculture ont augmenté de 8,8%.

Nouveau record pour les exportations de vin portugais. Malgré la pandémie, le secteur viticole a exporté pour 846 M€ en 2020, soit la valeur la plus élevée jamais enregistrée. Par rapport à 2019, les ventes ont augmenté de 3,2% (+27 M€). Le développement des ventes sur les pays tiers (+25,5%) a compensé le repli de 14,6% des exportations vers l'UE. La ministre de l'Agriculture vise 1 Md€ d'exportation de vin en 2023.

Les Philippines ouvrent leurs portes à la viande bovine espagnole. Au terme d'intenses négociations menées par le MAPA et Provacuno (interprofession espagnole de la viande bovine), le gouvernement des Philippines vient de publier l'autorisation permettant à une vingtaine d'entreprises espagnoles d'exporter de la viande de bœuf sur cet important marché asiatique de plus de 100 millions d'habitants. Les liens historiques de ce pays avec l'Espagne, l'amélioration du pouvoir d'achat de la population et la consommation croissante de viande bovine (près de 400 000 tonnes) sur ce marché structurellement déficitaire, font des Philippines une destination à fort potentiel pour les entreprises espagnoles.

États-Unis : l'huile d'olive espagnole en chute libre sur le marché américain en 2020. Selon les derniers chiffres publiés par le Département du commerce américain, les ventes espagnoles d'huile d'olive conditionnée aux États-Unis (2^{ème} marché export après l'UE) ont chuté de 80,9% depuis l'application des taxes douanières additionnelles en octobre 2019, dans le cadre du conflit Airbus. Selon le président du secteur oléicole des Coopératives Agro-alimentaires, l'huile d'olive origine Espagne qui entre chaque mois aux USA n'atteint même pas 700 tonnes, soit 10 fois moins qu'avant les sanctions douanières. D'après l'administration américaine, la Tunisie et le Maroc ont énormément profité de cette situation, puisque leurs huiles ont

progressé outre-Atlantique de respectivement 700 et 850%, en seulement quelques mois.

Les importations portugaises de soja atteignent 1 M de tonnes, le record de la décennie. En 2020, les achats portugais de soja ont augmenté de 10% par rapport à 2019, principalement en provenance du Brésil et des États-Unis, pour la consommation humaine (huile de soja), les farines et les tourteaux pour l'alimentation animale et la production de biodiesel.

PÊCHE MARITIME ET AQUACULTURE

Mauritanie : le renouvellement de l'accord de pêche dans la ligne de mire espagnole. Le 10 février, la SG pêche du MAPA a rencontré les représentants de la principale association de pêche hauturière du pays (CEPESCA), afin d'analyser l'état d'avancement des négociations pour le renouvellement de l'accord de pêche (arrivant à échéance le 15 novembre 2021) avec la Mauritanie, zone de pêche de grande importance

pour la flotte espagnole, dédiées essentiellement à la capture de coquillages, de merlu et de thon. La flotte espagnole dans la zone mauritanienne est composée d'une cinquantaine de bateaux.

Économie bleue : soutien à la recherche espagnole. Le Secrétariat général des pêches a conclu cinq nouveaux accords avec des centres de recherche (Institut hydrographique de Cantabrie, Université d'Oviedo, Université de Cadix, Université polytechnique de Valence, Fondation AZTI du Pays Basque espagnol en matière d'économie bleue), afin de soutenir le développement de projets dans cette filière qui emploie près de 700 000 personnes en Espagne.

Projet de mobilité verte pour la pêche côtière en Galice. Le consortium constitué du Cluster Naval de la région de la Galice, de l'Autorité portuaire de Vigo et de différentes entreprises de cette région ont présenté, le 4 février, le projet « Green Bay Vigo » visant à obtenir 40 M€ d'aides du Fond de relance européen pour le développement d'un projet pilote de mobilité verte (propulsion électrique) pour la flotte de pêche côtière de la province de Vigo, dont la mise en œuvre est prévue à l'horizon 2023.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Shanti Bobin
Service Économique Régional de Madrid
Rédacteurs : Jérôme Frouté, Alvaro Espino
avec le SE de Lisbonne : Ronan Venetz, Edna dos Santos
espagne@dgtresor.gouv.fr
Photo de la page de garde par [Ismael](#) sous licence [CC BY 2.0](#)